Paroles d'éleveurs

Trois ans après la crise, un groupe d'éleveurs, producteurs de lait et de viande en Loire-Atlantique, se retrouve pour revenir sur les crises douloureuses de l'ESB. Une crise dont ils se seraient bien passés. Pourtant, avec le recul, ils reconnaissent volontiers que cela a redynamisé la filière, mais à quel prix !

Autour de la table, deux éleveurs laitiers et quatre « viandards » : Marie-Anne, éleveur d'un petit troupeau de sélection en viande ; Christophe, jeune éleveur, également en viande, installé en 1995, l'année précédant la première crise ; Jean-Pierre, nouveau responsable du syndicat inter-races, issu de la crise ; Yves, responsable de la commission Viande à la Chambre d'agriculture ; Bernard M., président de l'EDE (établissement départemental de l'Élevage) et Bernard G., éleveur, responsable de la commission lait et qui a vécu, en 2001, l'abattage total de son troupeau, alors en bio.

Abattage total…

Bernard G. revient sur cette expérience, très difficile à vivre. Les souvenirs de nuits blanches sont encore à l'esprit. « Nous avions un animal malade, peureux. Il avait été soigné pour une lésion à l'œil. On n'y a pas pensé au début. Il titubait, et comme cela ne s'arrangeait pas, il a fallu l'abattre. Dès ce moment-là, avec le véto, nous suspections l'ESB. Il a fait faire un prélèvement, pour analyse à Lyon. Les résultats sont arrivés quinze jours après : positif ! On nous a demandé de nous taire ». Le problème, c'est que l'animal n'avait pas été élevé dans l'élevage, mais il avait été confié à un éleveur de génisses, qui lui-même avait hébergé des animaux venant d'autres troupeaux. Dès lors la règle d'abattage total s'appliquait à trois troupeaux, en partie pour l'un d'entre eux. « Au total, près de 600 animaux ont été abattus, malgré les multiples démarches qui démontraient l'absurdité de la mesure, surtout qu'il ne s'agit pas d'une maladie contagieuse ! » Rien n'y a fait, les interventions auprès du préfet, du ministre…

Avec le recul, Bernard s'étonne toujours du fait que les enquêtes dans les élevages, réalisées à chaque cas, n'aient pas abouti à certaines conclusions, notamment sur les filières d'approvisionnement en farines animales. Pour lui, l'affaire reste une énigme. « Le veau a été élevé à l'extérieur, avec de la poudre de lait et un approvisionnement quasi exclusif auprès de la coopérative ». L'élevage s'était converti depuis 4 ans à l'agriculture biologique et les animaux étaient élevés essentiellement à partir d'aliments de la ferme. « L'enquête de la DSV n'a rien donné. Et je les ai rappelés pour avoir l'analyse après coup sur les autres cas. Rien ! ». À ses yeux, la suspicion porte sur les graisses animales. Comme beaucoup d'éleveurs, Bernard était loin de s'inquiéter sur la composition des aliments achetés et encore plus de douter de leur innocuité. Depuis, il a fallu reconstituer le troupeau, toujours en bio. Ce qui n'a pas été une mince affaire. Bernard et sa femme ont très mal supporté le silence autour de cette affaire et le climat de suspicion qui l'entoure. Malgré l'accompagnement de son entourage, le souvenir n'est pas prêt de s'estomper.

La découverte des farines « animales »

Le débat s'engage sur les farines animales… que nombre d'éleveurs ont découvertes en 1996, en même temps que la première crise ESB. Peu d'entre eux imaginaient même en donner à leurs animaux. « Et, quand on raisonne uniquement en PDI (protéines digestibles dans l'intestin), on ne s'occupe pas de la provenance », dit Christophe, qui se rappelle bien ses cours de zootechnie. Les farines animales rentraient dans les diverses sources de protéines des aliments du bétail et à des pourcentages infimes. L'étiquetage n'est pas à leurs yeux suffisamment transparent. « Les fabricants se retranchent derrière le secret de fabrication, pour des raisons de concurrence. Cette bagarre sur l'étiquetage n'est pourtant pas nouvelle », poursuit Bernard. Avec le recul, on se souvient aussi du passé. Bernard M. : « En 1989 et 1990, la France (Ouest compris) a vécu des sécheresses très dures, au point d'être prête à donner à manger aux animaux tout ce qui était à portée de main. » À cette époque, la Grande-Bretagne écoulait déjà ses surplus de farines animales sur les pays voisins. Il est quand même étonnant de voir que les premiers départements touchés dans le temps et en nombre furent les Côtes-d'Armor et la Manche... Du coup, la demande du Président Chirac d'interdire purement et simplement les farines animales en novembre 2000 et ce, pour toutes les catégories d'animaux, apparaît comme inéluctable. « Il y avait une telle psychose, qu'il a peut-être eu raison de prendre cette

décision ». Et pourtant le coût sera énorme : stockage, incinération… sans compter le manque à gagner de la filière dans la valorisation de ses propres déchets.

Ce qui révolte le plus les éleveurs c'est de voir que les multiples enquêtes, qu'elles soient de la DSV (la brigade d'enquêtes vétérinaires) ou des services judiciaires (les plaintes et les procès correspondants) n'ont toujours pas abouti. « Je ne comprends pas qu'il n'y ait pas eu d'inculpations », s'indigne Jean-Pierre. La procédure en cours, qui concerne 4 ministres de l'Agriculture, va-t-elle relancer l'affaire ? Rien n'est moins sûr et chacun pressent qu'en la matière, ils feront figure de lampistes, comme dans l'affaire du sang contaminé.

Retour en arrière

« J'ai mal vécu cette crise, affirme Jean-Pierre, financièrement et moralement. On était pris pour des pollueurs et mis à l'index. » Pour Yves, les deux crises ont été différentes. « Lors de la première crise[1], nous avons réagi en mettant en place des démarches qualité pour valoriser les produits issus des troupeaux allaitants. Nous sommes devenus plus responsables de notre travail. 60% des producteurs de viande ont adhéré à un cahier des charges. Les signes de qualité, comme les labels, se sont développés. » « Et aujourd'hui, ils n'ont plus besoin de nous ; le prix des labels diminue », précise Jean-Pierre, amer. « Lors de la seconde crise[2], la situation était différente, poursuit Yves. Les cas s'étaient multipliés en France, et sur tous les types raciaux (même s'il y avait beaucoup moins de cas en viande). La production de viande bovine était alors dévalorisée. Les arrêts des importations des pays tiers ont eu des conséquences énormes (à la différence de la première crise, qui venait d'Angleterre). En 2000, l'affaire nous touchait de très près, elle avait éclaté dans l'abattoir du groupement. Nous avions beau être dans une filière organisée, cela ne nous a pas empêché d'avoir des problèmes. »

« En 1996, on a fait ce qu'il fallait », affirme Christophe, faisant allusion à l'ensemble des mesures prises en matière de sécurité, de traçabilité et de qualité. « Mais, en 2000, on ne savait plus quoi faire ». Ce sentiment d'impuissance est partagé par le groupe. « En 2000, la crise était plus qu'économique », rajoute Bernard M. « Notre métier était remis en cause. Non seulement nous étions traités de pollueurs mais, pire, d'empoisonneurs » ! La perte de moral et l'indignation secouent encore plus les éleveurs de viande qui voient leur métier dévalorisé, leurs animaux refusés à la vente et, comble du sort, destinés à être transformés en farines animales, celles-là même qui étaient à l'origine de toute l'affaire et dont plus personne ne voulait.

À son tour, Marie-Anne donne sa perception des faits. « En 1995, nous avions axé l'Assemblée générale de notre syndicat de race (Blonde d'Aquitaine) sur l'installation de jeunes. L'année d'après, c'est la crise… Pourtant, on a réalisé que le choix d'une filière label et d'une race à viande de qualité était une façon de mieux s'en sortir. En plus, nous travaillions plutôt avec le réseau des boucheries traditionnelles. En 2000, c'était difficile de supporter l'image d'assassin. Cette fois, c'est l'ensemble de la profession qui était visée. Nous l'avons vécu difficilement. Malgré tout, j'ai réussi à retourner cela positivement, en recevant beaucoup de monde chez moi, en montrant le troupeau, la nourriture à base d'herbe et de foin... Les réactions des gens m'ont rassurée. Mon initiative a été bien accueillie ; j'ai retrouvé mon honnêteté. Par ailleurs, comme le commerce traditionnel me proposait un prix dérisoire pour mes bêtes, je me suis lancée dans la vente directe de viande en caissettes, d'abord à la famille, puis aux voisins. Cela favorise la relation et les conversations avec les consommateurs. J'ai, dans le même temps, revu mon fournisseur d'aliment, parce que j'avais découvert, entre les 2 crises, la présence de graisses animales dans le concentré. »

Christophe fait précisément partie de ces jeunes installés, cités plus haut. Installé en 1995, sa crainte était d'abord économique, compte tenu des gros emprunts. « En fait, les jeunes agriculteurs ont été mieux protégés que les autres, grâce aux aides et aux mesures spécifiques. » Du coup, la première crise n'a pas entamé son moral et sa conviction. « La viande bovine a une très bonne image. C'est la production la moins transformée et la plus produite dans les champs. Les animaux sortent, ils sont produits à l'herbe… On est sur du solide ! J'avais l'impression que la remise en cause par la société de nos façons de produire ne visait pas les bons. » En 2000, la situation n'est plus du tout la même. « Cela

[1] 1989-1990.

[2] 1996.

a été plus dur psychologiquement, plus encore que la baisse des cours. Cette fois, il apparaissait évident que la maladie touchait l'homme. Je craignais une multiplication des cas de la maladie de Creutzfeldt-Jakob chez l'homme. Je me disais : si c'est cela, on est grillés ! » Les Français avaient alors peur que la maladie prenne des proportions importantes », rajoute un autre éleveur. « Avec le recul, on avait pris les bonnes précautions. D'ailleurs le nombre de cas d'ESB diminue (même avec un délai d'un an, c'est-à-dire à partir de 2002). Et le nombre de cas de MC-J reste chez nous limité. On n'a pas assisté à l'explosion annoncée », renchérit Bernard.

ESB, la nouvelle maladie

En 1996, tout le monde (ou presque) découvre la maladie de l'ESB. Pourtant, plusieurs des éleveurs autour de la table sont responsables d'organismes d'élevage à l'échelle du département, voire plus. Yves, alors président de la commission Viande de la Chambre d'agriculture se souvient d'avoir été en Angleterre faire un voyage d'études en 1990, avec le technicien viande de l'époque, qui était lui-même anglais. L'épidémie était déjà bien connue là-bas, et personne n'imaginait alors les conséquences sur le cheptel français, et encore moins sur l'homme. Le problème était avant tout anglais. Malgré la première secousse de 1996, il le restera jusqu'en 2000. « En 10 ans, on a appris des choses », dit l'un. Sur la maladie, son histoire (le Kuru), son origine présumée (les farines animales), ses modes de propagation, de contamination ou de transmission supposés (les fameuses voies : horizontale, verticale, sans oublier la troisième voie…). Bref, il fallait tout savoir sur un agent de transmission décidément non conventionnel et, depuis 2000, sur ses funestes actions dégénératives et fatales sur des jeunes victimes. La surprise a été telle que beaucoup en oublient la chronologie des faits et la date d'interdiction des farines pour les ruminants, par exemple. Il faut reconnaître, à leur décharge, qu'il n'est pas si simple de s'y retrouver dans les réglementations nationales et européennes, entre la production et la commercialisation des dites farines, entre les mesures successives de sécurisation, de précaution, voire d'interdiction partielle ou totale…

Boucs émissaires ?

Si les farines animales sont accusées d'être à l'origine de tous les maux de l'élevage, les médias reviennent vite dans la bouche des éleveurs. « La vache folle a fait la une des journaux télévisés pendant plusieurs mois. Je ne sais pas s'il y a eu d'autres sujets pour occuper autant les médias, affirme Bernard M. « Le problème, c'est qu'il n'y a pas de contre-pouvoir, renchérit Jean-Pierre. Ils peuvent se permettre tout et n'importe quoi. On a assisté à une surenchère médiatique, on tombe dans le sensationnel. Les médias ont exagéré. » Bernard est plus positif : « Nous avons aussi appris à travailler avec les médias et à communiquer différemment. D'ailleurs, après la crise, certains journalistes se sont rendu compte qu'ils étaient allés trop loin. » Et comme dit l'un d'entre eux, « les médias, c'est comme les grandes surfaces, ils existent ; on ne peut pas faire sans. » Un autre se demande « comment expliquer un sujet aussi complexe en peu de temps. » « Les médias sont eux aussi dans un rapport d'audience ; ils ont tendance à faire de l'affectif… » Bernard, qui a vécu l'abattage de son troupeau, ne cache pas sa colère d'avoir été contraint au silence, lourd de significations : « on aurait préféré cracher notre colère. Le silence alimente la psychose, y compris par rapport à nos voisins. » Bien sûr, chacun voit bien que les médias ne sont pas tous les mêmes, ni les journalistes. D'ailleurs, c'est surtout la télé qui est visée. Il est vrai que les images avaient tout pour choquer, révolter, écœurer…

Lait et viande, même combat ?

Bernard M., éleveur laitier, a dû prendre le dossier en main pour le compte de la Chambre d'agriculture. « Nous avons voulu accompagner les éleveurs. Nous sommes allés voir le Conseil général pour mettre en place un plan de soutien à la filière. » Ce plan inclut des mesures pour aider les éleveurs à faire le point (audits), à s'inscrire dans des démarches qualité et à communiquer, tant sur le métier que sur le produit. « C'est vrai que la crise frappait les producteurs de viande de façon injuste. 90% des cas d'ESB étaient dans des élevages laitiers, qui utilisaient plus de concentrés. La viande bovine est plus naturelle. Même si les laitiers ont eux aussi été frappés économiquement. » « En 1996, les producteurs de lait étaient beaucoup moins touchés. On avait de la misère à se plaindre. Par contre,

les éleveurs trinquaient alors que d'autres avaient fraudé. » Et de rajouter : « Qui aurait dit que la filière viande bovine se serait ressaisie comme elle l'a fait ? Avant les crises, on ne donnait pas cher de la viande dans le département. Aujourd'hui, on peut dire que son avenir est assuré ! Les éleveurs, les groupements ont pris les choses en main. Ils ont développé des démarches qualité et des actions auprès des consommateurs. Pendant ce temps, nous, producteurs de lait, nous avons laissé filer nos produits ; nous n'avons plus de relations avec les consommateurs. Parfois, j'envie presque les producteurs de viande ». Jean-Pierre et Yves confirment. « Il y a 10 ans, on se disait (entre éleveurs de viande) que la viande serait totalement faite par les laitiers. » Jean-Pierre est d'ailleurs le président d'une nouvelle structure née de la crise, le syndicat inter-races, qui fédère les éleveurs, au-delà des querelles de races qui sont plus l'objet de piques sympathiques que de conflits. Yves rajoute : « aujourd'hui, les producteurs de viande ont repris leur place, leur créneau. C'est clair, nous nous sommes réappropriés notre métier ; nous nous sommes pris en charge. On a reconstruit sur des démarches de qualité. Il y a un signe qui ne trompe pas : la forte participation des éleveurs aux réunions techniques ou à celles des groupements. Nous sommes des artisans de la viande. » Belle expression pour une sortie de crise et une nouvelle entrée en scène.

Qu'est-ce qui a le plus changé ?

Les exemples ne manquent pas, tant dans la gestion de l'exploitation, dans la vision du métier que surtout la place de l'élevage dans la société. Ainsi, pour l'un, « la vente directe s'est développée (elle était quasiment nulle avant). La différenciation des produits issus des troupeaux à viande a été renforcée ». « La part des boucheries traditionnelles s'est mieux maintenue, en jouant sur la confiance et la proximité. On a même vu des grandes surfaces réintroduire des rayons boucherie », rajoute un autre éleveur. Bernard M. fait état des démarches engagées auprès des élus et des gestionnaires des cantines scolaires, qui avaient tant fait hurler certains producteurs : « Nous avons découvert la RHD (restauration hors domicile) », affirme-t-il, rappelant au passage que la situation de départ montrait que « 70% de la viande distribuée dans les cantines était importée ». « Mais changer les comportements et les circuits d'approvisionnement est un travail de longue haleine », conclut-il. Si les démarches qualité ont vu leur essor dès la première crise, plusieurs craignent la banalisation des produits sous signes officiels de qualité comme les labels. Et, dans l'ensemble de ces initiatives, les contacts avec les consommateurs sont en filigrane. Et puis, rajoute un autre « cela a aussi permis de faire un peu de ménage dans la profession, d'introduire plus de transparence et de nous remettre en cause dans notre façon de produire ». Rien de moins. Curieusement, les points positifs de la crise sont plus nombreux que les mauvais souvenirs. Ceux-ci sont encore bien là pour tous, mais il faut bien les dépasser. Le bilan plus partagé est sans conteste « la reprise en main de notre métier », devant « le contact avec les consommateurs ». Et peut-être pour quelques-uns, « une prise de conscience globale ». « À nous de bien positionner notre rôle d'éleveur et de défendre le métier », clame Christophe. Quand c'est un jeune éleveur qui l'affirme si haut, il y a encore de quoi espérer et même rêver !

Quelles leçons en tirer pour l'avenir ?

Plusieurs participants ont spontanément fait référence au problème à venir des OGM, comme si ce devait être la prochaine crise et qu'il fallait d'ores et déjà s'y préparer. L'un est indigné de voir une technologie s'implanter et se développer pour des raisons économiques. « Pour faire du pognon, on va l'imposer à toute la planète ! » Souvent les exigences auprès des fournisseurs reviennent : « nous sommes devenus plus exigeants. C'est comme les consommateurs, si nous, on ne change pas, cela ne bougera pas ! » « Il faudra laisser le choix aux consommateurs. » Et pour ce faire, l'étiquetage et la traçabilité seront incontournables pour assurer la transparence. Pas question de se laisser imposer des normes ou des choix mal assumés. Comme si la reconquête du métier devait passer par là. Mais rien n'est gagné. « Qui va supporter le coût de la différence ? », demande l'un d'entre eux. « Les biotechnologies me font peur, parce qu'elles vont augmenter la distance avec le consommateur », dit un autre.

Avec l'expérience passée de telles crises, les producteurs ont repris leur part de responsabilité dans la filière. Transparence et traçabilité sont devenues pour eux plus que des mots d'ordre, de véritables exigences pour assumer pleinement leur métier et déminer les crises de confiance à venir ■

Propos recueillis par Rémi Mer, consultant, en janvier 2004